Après l'échec de la rencontre de Vienne

et le « succès » du Sommet de Chicago,

Le désarmement nucléaire

est plus que jamais dans une impasse

Jean-Marie MULLER *

Alors que la session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP) qui s'est tenue à Vienne en mai 2012 s'est soldée par un échec[1], le Sommet de l'OTAN qui vient de se tenir à Chicago les 20 et 21 mai 2012 a été un réel « succès ». À Vienne, les pays dotés de l'arme nucléaire ont exprimé clairement leur refus de s'engager dans un processus de désarmement nucléaire ; à Chicago, les 28 chefs d'État des pays membres de l'Alliance atlantique ont décidé de s'engager plus avant dans la militarisation nucléaire de la diplomatie internationale. L'échec de la rencontre sur le désarmement et le « succès » de la rencontre sur l'armement se situent exactement dans la même logique. Ils se conjuguent l'un avec l'autre pour rendre caduques les dispositions du TNP sur le désarmement et la non-prolifération.

Le déploiement d'un bouclier antimissile en Europe

L'une des décisions majeures du Sommet de Chicago a été de déployer un bouclier antimissile en Europe en affichant l'objectif de renforcer la sécurité populations des pays membres de l'Alliance Atlantique. « La défense antimissile, est-il précisé, peut venir compléter le rôle des armes nucléaires, mais elle ne peut s'y substituer. » Dans un document intitulé « Revue de la posture de dissuasion et de défense », publié le 20 mai 2012, il est affirmé : « Les armes nucléaires sont une composante essentielle des capacités globales de dissuasion et de défense de l'OTAN. (…) Aussi longtemps qu'il y aura des armes nucléaires, l'OTAN restera une alliance nucléaire. La garantie suprême de la sécurité des Alliés est apportée par les forces nucléaires stratégiques de l'Alliance, en particulier des États-Unis ; les forces

[1] Cf. mon article : « L'échec du Comité préparatoire de Vienne, Le désarmement nucléaire n'est pas une question de quincaillerie, mais de doctrine », www.jean-marie-muller.fr.

nucléaires stratégiques indépendantes du Royaume-Uni et de la France, qui ont un rôle de dissuasion propre, contribuent à la dissuasion globale et à la sécurité des Alliés. » Les dirigeants de l'Alliance insistent encore en aggravant l'absurdité de leur raisonnement : « Les Alliés feront en sorte que tous les éléments composant la dissuasion nucléaire de l'OTAN restent sûrs, sécurisés et efficaces aussi longtemps que l'Alliance demeurera une Alliance nucléaire. »

De telles affirmations ne laissent pas d'étonner par leur caractère aussi simpliste, rudimentaire et défectueux que possible. Ne convient-il pas de renverser l'argument et de dire : tant que l'OTAN restera une alliance nucléaire, il y aura des armes nucléaires ? Et tant que les armes nucléaires resteront une composante essentielle des capacités globales de dissuasion et de défense de l'OTAN, l'OTAN restera une alliance nucléaire. N'est-il pas ? Au demeurant, le même document affirme clairement que « l'objectif des Alliés est de renforcer la dissuasion en tant qu'un des éléments centraux de la défense collective et de contribuer à la sécurité, indivisible, de l'Alliance. » Les Alliés de l'OTAN s'enferment donc dans le cercle vicieux de leur propre prolifération nucléaire sans se donner la moindre possibilité d'en sortir. Sans aucune vergogne, ils réaffirment leur détermination à cultiver leur addiction à l'arme nucléaire. Et l'espoir de leur guérison semble très faible.

C'est avec un surcroît d'indécence que le même document ose affirmer : « L'Alliance est déterminée à tendre vers un monde plus sûr pour tous et à créer les *conditions d'un monde sans armes nucléaires* (souligné dans le texte…), conformément aux objectifs du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. » En réalité, toutes les orientations décidées au Sommet de Chicago sont de nature à maintenir les armes nucléaires comme le fondement de la sécurité des membres de l'OTAN et aucune perspective n'a été entrouverte pour « négocier de bonne foi un désarmement complet », selon l'obligation qui est faite aux États dotés par l'article VI du TNP.

Les Chefs d'État des pays membres de l'OTAN affirment : « La prolifération des missiles balistiques préoccupe de plus en plus l'Alliance et elle représente une menace croissante pour sa sécurité. La capacité OTAN de défense contre les missiles balistiques sera un ajout important aux capacités de dissuasion et de défense de l'Alliance. »

Dans une déclaration sur « les capacités de défense pour les forces de l'OTAN à l'horizon 2020 », il est affirmé : « Nous avons aujourd'hui déclaré une capacité intérimaire de défense antimissile balistique, première étape de la mise en place d'un système de défense antimissile de l'OTAN qui protégera le territoire, la population, et les forces de tous les pays européens, membres de l'Alliance contre les menaces croissantes qu'engendre la prolifération des missiles balistiques. » Le bouclier sera composé d'un radar très puissant installé en Turquie, de missiles SM-3 déployés sur des frégates Aegis postées en Méditerranée et d'intercepteurs implantés en Pologne et en Roumanie. Cette structure sera contrôlée et commandée à partir de la base américaine de Ramstein en Allemagne. Il devrait également être mis en œuvre des missiles Patriot et des radars d'alerte.

Le dossier iranien

Dans la « Déclaration du Sommet de Chicago » publiée le 20 mai, les chefs d'État des pays membres de l'Alliance atlantique affirment : « Nous restons profondément préoccupés par la prolifération des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive (ADM), ainsi que de leurs vecteurs. La prolifération menace notre vision commune qui est de créer les conditions nécessaires à un monde sans armes nucléaires, conformément aux objectifs du TNP. » Et c'est bien sûr l'Iran qui est particulièrement visé : « Nous partageons les vives préoccupations exprimées par le Conseil de sécurité de l'ONU au sujet du programme nucléaire de l'Iran et nous appelons ce pays à se conformer pleinement à l'ensemble de ses obligations internationales. » De tels propos sont particulièrement surprenants. Ils laissent

entendre que les États des pays membres de l'OTAN se résignent à la prolifération des armes nucléaires en la considérant comme un fait établi. Plutôt que de lutter contre elle, ils entendent se protéger contre les menaces qu'elle engendre. Ils dénoncent l'Iran en l'accusant de ne pas se conformer à ses obligations internationales, alors qu'eux-mêmes ne s'y conforment nullement en refusant de négocier le désarmement auquel le TNP les oblige. C'est ainsi qu'ils affirment dans la même déclaration : « L'OTAN est déterminée à maintenir une combinaison appropriée de capacités nucléaires, conventionnelles et de défense antimissile pour la dissuasion et la défense, afin d'honorer les engagements énoncés dans le concept stratégique. » Cette dernière assertion est particulièrement dérisoire. Honneur pour honneur, il eut été préférable qu'ils honorent les engagements énoncés dans le TNP. Ce serait la seule manière de lutter contre la prolifération nucléaire. Mais, au lieu de cela, ils affirment leur détermination à maintenir et à renforcer leurs capacités nucléaires. Ils s'enferment ainsi dans une contradiction irréductible.

Plusieurs experts mettent en doute la fiabilité de ce système de défense antimissile en soulignant qu'il existe encore de nombreuses inconnues techniques ; certains commentateurs parlent de « ligne Maginot du ciel européen ». Au demeurant, l'OTAN est bien obligée de reconnaître que « les capacités de défense antimissile ne peuvent garantir une efficacité totale et pérenne » (Revue de la posture de dissuasion et de défense), ce qui est déjà fort problématique. Une autre critique revient souvent qui juge ce projet extrêmement onéreux. Le chiffre avancé est d'un milliard d'Euros, mais on ne connaîtra le coût réel qu'à la fin du déploiement. Beaucoup plus que les militaires, ce sont les industriels de l'armement qui soutiennent ce projet.

Le déploiement du dispositif antimissile en Europe décidé par les États-Unis indispose grandement la Russie et vient refroidir encore la paix déjà froide qui prévaut entre les deux grandes puissances. Le 3 février, Vladimir Poutine a affirmé que le déploiement du bouclier antimissile américain en Europe « vise certainement à neutraliser le potentiel nucléaire russe ». Dès lors, la Russie ne saurait accepter cette initiative des Etats-Unis. Moscou a menacé de déployer à son tour des systèmes de défense antimissile dans l'enclave russe de Kaliningrad qui se situe aux portes de l'Union Européenne.

Certes, la « Déclaration du Sommet de Chicago » prend soin de préciser : « La défense antimissile de l'OTAN n'est pas dirigée contre la Russie, et elle ne portera pas atteinte aux capacités de dissuasion stratégique russe. » Mais ce ne sont là que de belles paroles verbales fort convenues qui risquent de ne pas rassurer les Russes.

Le positionnement de la France

La position française sur le bouclier antimissile s'est montrée jusqu'ici fort réticente. Avant de quitter ses fonctions de ministre de la défense Gérard Longuet affirmait que tout ne pourrait pas être réglé à Chicago : « Que se passe-il, demandait-il, avec les débris et les déchets d'un missile intercontinental détruit sur le territoire européen pour protéger le territoire américain ? » C'est assurément une bonne question, mais qui ne semble pas avoir été évoquée par le Sommet. Il dénonçait « le mythe de la protection absolue » qui existait déjà « avec la guerre des étoiles » et qui existe toujours. » Il ajoutait : « la défense des territoires contre les missiles à longue portée reste hautement problématique » et il concluait par un plaidoyer en faveur de la dissuasion nucléaire » (www.bruxelles2.eu). Mais celle-ci n'est-elle pas également un mythe ?

Avant l'élection présidentielle, le candidat François Hollande avait exprimé ses réticences sur la défense antimissile. Mais à Chicago, le Président français n'a pas cru devoir les maintenir et il a finalement donné son accord pour la poursuite du programme : « J'avais moi-même au cours de la campagne présidentielle évoqué un certain nombre de réserves (…) qui en définitive ont pu être levées. Je suis pragmatique. »

Le Président français a mis en avant quatre principes essentiels qui conditionnent son acceptation du déploiement du dispositif antimissile. Tout d'abord, celui-ci « ne peut pas être un substitut à la dissuasion mais un complément ». Puis il demande « un contrôle politique de son utilisation ». Il exige également que les industriels français « soient directement intéressés à la réalisation des équipements nécessaires ». Enfin, « il doit y avoir une maîtrise des coûts pour qu'il n'y ait pas de dérive financière qui serait insupportable pour les budgets des pays de l'Alliance ». En définitive, François Hollande a estimé que « sur ces quatre principes, le communiqué final nous donne satisfaction. »

À vrai dire, il est légitime d'en douter. En ce qui concerne la complémentarité entre la dissuasion et la défense antimissile, elle est bien affirmée dans le document final, mais c'est une pure figure de style. Il faut bien convenir que la mise en œuvre du bouclier antimissile suppose l'échec de la dissuasion et que cela n'est pas sans poser problème au regard même de la doctrine de la dissuasion définie par la France. En ce qui concerne le contrôle politique de son utilisation, le même document veut affirmer qu'« un contrôle politique total des Alliés sur les actions militaires entreprises sera assuré ». Mais, là encore, il ne s'agit que d'une rhétorique. Nicolas Gros-Verheyde (www.bruxelles2.eu) rapporte les propos d'un diplomate de l'Alliance qui réduit à rien cette assertion : « On ne peut pas se permettre de réunir le conseil de l'Alliance atlantique et d'attendre une décision politique ». C'est l'évidence même. « En cas de tir d'un missile, il n'y a que quelques minutes pour réagir et intercepter celui-ci. » Il y a donc une « délégation d'autorité aux militaires ». C'est donc le commandant en chef américain des forces alliées en Europe qui aura la main sur le bouton.

Quant à la participation des industriels français à la réalisation du bouclier antimissile, il est sûr que François Hollande vient au-devant des désirs du lobby militaro-industriel. Plusieurs groupes industriels français, dont MDBA, une entreprise européenne d'aéronautique et de défense qui emploie 4300 personnes en France, veulent absolument participer au programme antimissile. Mais est-ce une bonne méthode de définir une politique en mettant en avant une raison industrielle ?

Quant à la maîtrise des coûts pour éviter une dérive financière, chacun sait qu'il n'y a aucun programme militaire qui n'entraîne pas des surcoûts qui peuvent être considérables. Sans pouvoir avancer des chiffres précis, on sait que la facture que la France devra payer sera de plusieurs millions d'Euros.

En définitive, si les observateurs ont jugé globalement réussie l'entrée en scène de François Hollande sur la scène internationale – et nous ne pouvons que nous en réjouir -, son positionnement sur la question du bouclier antimissile américain ne participe certainement pas à cette réussite. Mais il est vrai que les médias n'ont traité cette question que de manière furtive. Comme toujours, les questions de défense ne font pas partie des « préoccupations des Français » dont les hommes politiques aiment à dire qu'elles décident de leurs priorités. Nous ne pouvons que le regretter.

L'hypocrisie de l'Occident

Ce qui est particulièrement grave dans le « succès » du Sommet de Chicago, c'est que les pays membres de l'Alliance atlantique ont renoncé à apporter des réponses politiques aux tensions et aux conflits du Moyen-Orient pour prétendre leur apporter une réponse militaire en « complétant » les moyens de la dissuasion nucléaire par ceux de la défense antimissile. Et en se soumettant aux Etats-Unis, les Européens ont accepté la militarisation nucléaire américaine de l'espace européen. C'est une faute politique majeure. Une véritable démission. La stratégie nucléaire américaine imposée par les Etats-Unis inscrit dans les faits l'échec du TNP concernant ses deux objectifs majeurs : le désarmement nucléaire et la non-prolifération. Cet échec a toute chance d'être définitif.

Les tensions qui prévalent au Moyen-Orient appellent des initiatives politiques fortes et non pas des initiatives militaires. Ce n'est pas tant une hypothétique bombe nucléaire iranienne qui menace la paix que la bien réelle bombe israélienne. Il faut relire ici le poème de Günter Grass (*http ://www.aloufok.net/spip.php?article7134*) intitulé *Ce qui doit être dit* par lequel il entend rompre le silence, auquel il a lui-même souscrit et qu'il ressent aujourd'hui comme un mensonge pesant, devant la menace que fait peser l'État d'Israël sur le peuple iranien accusé de construire une bombe nucléaire. Il s'insurge tout particulièrement contre l'Allemagne, son pays, qui s'apprête à livrer un nouveau sous-marin à Israël, « un engin dont la spécialité est d'envoyer des ogives capables de détruire toute vie là où l'existence de ne serait-ce qu'une seule bombe n'est pas prouvée, mais où le soupçon tient lieu de preuve ».

Ironie de l'histoire, au moment même où se terminait le Sommet de Chicago, le 21 mai, une dépêche de l'AFP affirmait : « L'Iran et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se sont félicités de leurs « très utiles » discussions lundi à Téhéran », à l'occasion d'une visite du chef de cette Agence, Yukiya Amano. Selon le négociateur iranien, Saïd Jalili, les discussions ont été « très utiles » et « intenses ». Pour sa part M. Amano a déclaré qu'elles s'étaient déroulées dans « une bonne atmosphère ». La même dépêche précise que, l'AIEA « *évoque* depuis des années une *possible* dimension militaire du programme nucléaire iranien ». C'est dire que la menace de la bombe iranienne mise en avant au Sommet de Chicago ne semble pas très dangereuse.

La meilleure manière de désamorcer les armes nucléaires d'Israël et d'enrayer le processus d'armement nucléaire de l'Iran est de rendre justice au peuple palestinien en lui permettant de vivre dans un État libre et souverain. Seul l'établissement de la paix au Moyen-Orient fera de cette région non pas peut-être immédiatement une zone sans armes nucléaires, mais du moins une zone sans risques nucléaires.

Günter Grass n'a pas voulu se taire parce qu'il est las de « l'hypocrisie de l'Occident ». Nul doute que le Sommet de Chicago participe à cette hypocrisie.

Terminons sur une note positive : avant et pendant le Sommet, des milliers de manifestants, certains déguisés en clown, se sont rassemblés à Chicago pour dénoncer les dépenses militaires et les inégalités économiques. Une trentaine d'anciens combattants de la guerre d'Irak ont jeté leur médaille par-dessus les barrières de sécurité qui entourent le site du Sommet. Bien sûr, les forces de l'ordre sont intervenues pour disperser les manifestants à coups de matraque. Quelque 60 d'entre eux ont été arrêtés. Il n'empêche que ce sont eux qui ont défendu la démocratie. Qu'ils en soient remerciés.

24 mai 2012

* Écrivain, auteur de *Les Français peuvent-ils vouloir renoncer à l'arme nucléaire ?*, Éditions du MAN, www.nonviolence.fr . Cf. également le site de la campagne du MAN en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de la France : www.francesansarmesnucléaires.fr .